

Département des Hautes-Alpes

Commune de SIGOYER

Procès-verbal de séance du conseil municipal
Mardi 4 octobre 2005 à 20h30

Convocation du 28 septembre 2005

Sous la présidence de M. Alain Bonnardel, Maire

En présence de Mme Michalinoff, secrétaire de mairie qui assure une prise de notes, de tous les membres en exercice, Mesdames et Messieurs : Bonnardel Alain, Clément Jean-Luc, Cornil Jean-Marc, Duc Serge, Fernandez Vincent, Gabanou Agnès, Galmiche Françoise, Garcin André, Ligozat Jeannin, Meunier Michel, Michalinoff Jacques, Paul Claude, Pelloux Suzanne.

*Absents excusés : Sabine Luszczyński représentée par Alain Bonnardel
Stéphane Raizin non représenté*

Présents : 13 Votants : 14

Secrétaire de séance : Jacques Michalinoff

Ordre du jour :

✍ Révision du POS -

Mise en révision du POS approuvé en 1984 devant conduire à l'approbation d'un PLU

Choix d'un bureau d'études

✍ Traverse du village - Avenant convention de maîtrise d'œuvre commune / DDE

✍ Suivi ferme relais

✍ Délibération modificative ferme relais (travaux Meynaud-Sud Est Charpente-Allemand)

✍ Délibération assujettissement TVA (Ferme relais)

✍ Délibération modificative acquisition foncière Michel Robert (pôle médico-social / logements personnes âgées et lotissement d'artisans)

✍ Motion relative au débat public liaison autoroutière Sisteron / Grenoble (dossier du débat public consultable en mairie)

✍ Assainissement (avancement des dossiers)

✍ Adduction d'Eau potable (AEP) dessous le serre, les roses

Dossiers de financements

Périmètres de captage

✍ Presbytère-retenues de garanties (virement de crédits)

✍ Questions diverses

M. le Maire remercie l'assemblée et ouvre la séance.

- ✍ Mise en révision du POS approuvé en 1984 devant conduire à l'approbation d'un PLU :

Le maire rappelle la délibération prise pour mettre en œuvre la révision du POS le 26 juillet dernier et demande au conseil municipal de reprendre cette délibération qui pourrait être entachée de nullité du fait de la délocalisation de la précédente réunion (conformément aux articles L2121-7 et 2121-9 du code général des collectivités territoriales) «le conseil municipal doit siéger au chef lieu de la commune et à la mairie ».

Les conseillers adoptent cette décision à l'unanimité

- ✍ Choix du bureau d'études pour le POS :

3 bureaux ont été consultés :

- Bureau d'études Estrangin GAP 05
- Atelier 2 architectes CROLLES 38
- Urb'Alp CHATEAU-ARNOUX 04

Seul le bureau Estrangin a fait une proposition, le plan de charges des deux autres ne leur permettant pas de répondre.

Le contrat d'études du cabinet Estrangin comprend 5 étapes :

- ✍ analyse et diagnostic
- ✍ Elaboration des propositions (projet d'aménagement et développement durable)
- ✍ Transcription des propositions et projet de base
- ✍ Mise au point après consultations
- ✍ Vers l'approbation

Pour un coût total de 23322 € TTC, sans assemblage des planches cadastrales informatisées (800 € HT en sus.)

Adopté à l'unanimité

- ✍ Traverse du village - Avenant convention de maîtrise d'œuvre commune / DDE :

La mise en sécurité du pont des Murets doit être réalisée dans le cadre des travaux de la traverse du village, la solution envisagée par les services techniques du département est le rehaussement du parapet coté aval de 40 cm. Certains conseillers s'élèvent contre cette solution qui risque d'être inesthétique (déséquilibre de l'ensemble), insécuritaire (manque de visibilité des piétons) ou encore, rendrait la voie impraticable pour les engins agricoles. Une réunion avec les services du département sera rapidement organisée pour envisager une autre solution, y assisteront S. Duc, André Garcin, Claude Paul, et J-luc Clément.

Les travaux seront financés par un fonds de concours du département (10 880 € HT), cette prestation complémentaire portera le coût total prévisionnel de l'opération à 405 880 € HT.

Ces modifications du programme des travaux a des incidences sur le forfait de rémunération du maître d'œuvre, en conséquence un avenant sera signé avec la DDE pour modifier le montant de leurs honoraires.

Vote : adopté à l'unanimité

- ✍ Suivi ferme relais :

Présentation du suivi de chantier par Agnès Gabanou qui fait part d'une réunion le 16 août 2005 avec les participants de son choix afin de régler certains problèmes avec le futur exploitant M. Busin, dûs au retard du chantier et à l'évaluation de certaines dépenses.

En tout état de cause, l'enveloppe de dépenses totales soit 280 048 € TTC ne sera pas dépassée. Seuls les différents postes de dépenses pourront être modifiés. Une délibération modificative sera prise en fin de chantier.

Une commission a travaillé sur l'élaboration du crédit-bail immobilier le 15 septembre 2005, celui-ci comportera les clauses de détermination loyer (TTC), le projet sera présenté lors de la prochaine séance du conseil municipal.

J. Michalinoff intervient pour expliciter les renseignements obtenus auprès des services fiscaux (M. Jaume), en présence de M. le Maire, le lundi 19 septembre:

L'assujettissement des loyers à la TVA (champ d'application : locaux utilisés pour les besoins de l'activité) implique :

- 1- l'immatriculation de l'activité auprès de l'INSEE
- 2- une déclaration annuelle auprès des services fiscaux pendant toute la durée du bail
- 3- La prise d'une délibération par la commune (projet annexé à la convocation)

Adopté à l'unanimité

✍ **Acquisition foncière (délibérations modificatives) :**

Lotissement d'artisans : une délibération doit être prise modifiant la superficie de la parcelle à acquérir (8250 m² au lieu de 8000m²), celle-ci doit correspondre au dossier technique déposé (plan du lotissement).

Réalisation d'un pôle médico-social : l'équipement réalisé sur cette parcelle doit rester un équipement public, la délibération doit faire état qu'il s'agit de logements pour personnes âgées construits autour d'un local communautaire ; le maire donne lecture d'un document de présentation du projet qui sera joint au dossier.

Les délibérations modificatives sont adoptées.

✍ **Motion relative au débat public liaison Sisteron-Grenoble :**

Un important débat public est mis en place par la commission particulière de débat public, des réunions de proximité se poursuivent, le projet suscite toujours des interrogations, prises de position et argumentaires sur l'aménagement du territoire, la croissance, le développement durable...Le maire propose une motion soutenant le projet d'autoroute par l'Est de Gap, après en avoir délibéré le conseil se prononce favorablement

(vote : 7 voix pour, 1 contre, 6 abstentions).

✍ **Assainissement (avancement des dossiers) :**

Les réseaux seront réalisés par l'entreprise Abrachy, la station d'épuration a été confiée à la société Epurnature, à la suite d'appels d'offres déposés par la CCTB. Les travaux débuteront à l'automne.

✍ **Adduction d'Eau potable (AEP) dessous le serre, les roses :**

Dossiers de financements et périmètres de captage

Les travaux retenus sur le réseau d'AEP, lieux-dits Dessous le serre (pose d'un réducteur de pression) et Les roses (reprise d'une partie du réseau de distribution) vont être réalisés cet automne ; les financements sont en principe accordés, nous sommes en attente des arrêtés de subventions.

Périmètres de protection des captages : les dossiers sont en cours, leur réalisation posera des problèmes notamment en ce qui concerne la mise en conformité de la source «mère de l'Aygue » qui exige une exclusion de 65 ha sur le plateau de Céüze.

✍ Questions diverses :

✍ Réserve de La Garde :

L'association du canal de Gap fait part d'un projet de réserve de 370 000 m³ pour terminer la conversion des réseaux gravitaires de la plaine de Lachaup, etc... La mise à l'enquête publique du projet se déroulera du 6 octobre au 8 novembre, le dossier est consultable en mairie de Gap. Les conseillers municipaux, A. Garcin et J-L Clément sont invités à formuler des observations afin que la commune émette un avis auprès du commissaire-enquêteur.

✍ La Poste :

Une entrevue a eu lieu avec M. Bonnafoux, adjoint au directeur de la Poste et M. Gourgaud, receveur de Sigoyer. Une réorganisation du réseau doit se faire (13 territoires autour d'un pôle : Tallard), certains bureaux seront transformés en agence postale, relais poste ou bureaux de proximité.

Compte tenu de l'évolution en constante progression de notre bureau (+6%) pas de transformation en agence postale, le bureau deviendra un bureau de proximité qui effectuera les opérations postales et financières courantes durant 18 h/hebdo (horaires d'ouverture) ; la commune, en relation avec le chef d'établissement, doit revoir les horaires d'ouverture de façon à donner de la disponibilité au chef d'établissement qui reprendra une mission itinérante de conseiller.

Le conseil municipal se prononce pour l'ouverture du bureau tous les matins de façon à ne pas pénaliser le départ du courrier.

✍ Photocopieurs de la mairie et de l'école :

Une négociation a été entreprise par Sabine Luczszynski afin d'obtenir une meilleure tarification de la maintenance des photocopieurs (mairie et école) par la société Gestetner, une proposition donne une solution avantageuse pour un moindre coût des photocopies et la mise en place d'un fax plus performant ; le coût total mensuel pour l'ensemble des matériels mairie + école s'élève à 192 €HT (ancien tarif : 226 €HT). Seul le coût des photocopies (0.057€) sera répercuté à l'école et imputé au budget des fournitures scolaires.

✍ Dénéigement des Parots :

Annulation de la convention de déneigement par le Département, une négociation est entamée avec la famille Bordiga pour la mise en place d'un service ponctuel assuré par un agriculteur dédommagé au tarif horaire (actuellement 38.11 €/heure).

✍ Déféré préfectoral :

Demande de retrait de la délibération du 26 avril 2005 concernant la mise en route d'une procédure négociée pour travaux sur le réseau d'AEP au motif que la commune n'en a plus la compétence (déléguée à la CCTB). Le conseil retire cette délibération.

✍ Réunion le 21 septembre à la demande de l'association de quartier Dessous le serre :

Diverses mises au point concernant la distribution de l'eau et l'assainissement ont été faites, (pas de volonté communale pour l'instant, de créer un réseau d'assainissement dans ce quartier, d'autant que la demande des habitants ne semble pas faire l'unanimité...) L'association reproche notamment à la commune de vouloir confier le SPANC (service public d'assainissement non collectif) à la CCTB.

✍ Traverse du village zone 30 :

Il s'agit d'une procédure intéressante qui permet de limiter la vitesse à 30 km/h dans une zone définie par arrêté du maire, cette limitation est matérialisée par une signalisation spécifique. Y réfléchir pour la traverse du village.

✍ Salle des fêtes :

Le cabinet Allais doit donner suite rapidement à son expertise de façon à autoriser les travaux de réfection des circuits électriques.

Avant l'hiver, prévoir le déplacement du chauffe-eau dans l'arrière salle (mise hors gel) et la réfection des plaques « placo » de la salle principale, trop fragiles et inappropriées dans cette salle fréquemment occupée.

✍ **Eclairage public les Parots :**

F. Galmiche demande que soit étudiée la mise en place d'un lampadaire supplémentaire sur la D219 à l'entrée du quartier, le problème a déjà été évoqué en conseil municipal .. (cf. courrier à l'association en date du 20.01.2005).

Avant la levée de séance, F. Galmiche rappelle le tragique accident dont a été victime Gérald Bluteau et demande à chacun une pensée de compassion.

Le maire lève la séance à minuit et invite l'assemblée à partager le verre de l'amitié offert par Vincent Fernandez à l'occasion de sa promotion professionnelle.

Délibérations du conseil municipal :

- ✍ Mise en révision du POS approuvé en 1984 devant conduire à l'approbation d'un PLU
- ✍ Motion relative au débat public liaison Sisteron – Grenoble
- ✍ Virement de crédits-presbytère
- ✍ Acquisition foncière pôle médico-social et logements pour personnes âgées
- ✍ Acquisition foncière lotissement d'artisans
- ✍ Assujettissement TVA ferme relais
- ✍ Traverse du village – avenant (honoraires DDE)
- ✍ Retrait de la délibération du 26 avril 2005 (travaux sur réseau AEP)
- ✍ Réhabilitation d'un logement communal – aide du Département (nouveau plan de financement maison Ligozat)
- ✍ Convention de mandat maison des associations-avenant n°1 (demande CCTB)

Lu et approuvé, les conseillers